



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La CGT Éduc'action soutient toutes les mobilisations et expressions contre la politique éducative du gouvernement.



Depuis plusieurs semaines, plusieurs mouvements citoyens et professionnels de protestation contre la politique Macron apparaissent partout en France. Le champ de l'Éducation n'y échappe pas. Après le mouvement #PasdeVague, c'est un mouvement « Stylos Rouges » qui s'est constitué avant les vacances de fin d'année.

La CGT Éduc'action soutient les revendications portées par ce mouvement qui rejoignent, pour la plupart, celles que nous portons depuis très longtemps.

En effet, la CGT se bat contre la future réforme des retraites et pour une hausse du salaire des personnels avec le dégel du point d'indice, le rattrapage des pertes subies depuis 2010 et une augmentation immédiate de 400€, la suppression du jour de carence. Comme les « Stylos Rouges », la CGT Éduc'action exige une diminution des effectifs dans toutes les classes, de la maternelle au lycée, ce qui nécessite, pour nous, un recrutement massif de fonctionnaires. Nous demandons aussi une réduction du temps de travail et une titularisation des personnels non-titulaires.

Comme de très nombreux collègues et usagers la CGT Éduc'action se bat au quotidien pour l'abrogation des contre-réformes Blanquer qui instaurent et pérennisent le tri et la sélection (du collège à l'enseignement supérieur), qui attaquent le collège unique et les voies de formation aux lycées et qui imposent aussi aux personnels une idéologie dangereuse pour l'École au détriment des libertés pédagogiques.

C'est pour cela que la CGT Éduc'action appelle à une convergence de luttes au sein de l'Éducation nationale afin d'augmenter le rapport de force contre le gouvernement Macron et exiger une autre politique sociale et économique.

Des militantes et des militants de la CGT Éduc'action participent, déjà, à des assemblées générales de « Stylos rouges ». La CGT Éduc'action est engagée dans tous les cadres unitaires susceptibles de faire converger les luttes contre les contre-réformes du gouvernement.

Montreuil, le 08 janvier 2019